



Catherine MORIN-DESAILLY

Sénatrice de la Seine-Maritime
Conseillère régionale de Normandie



BILAN 2022 - 2024

ÉDITO

Lorsqu'on exerce une responsabilité publique, **rendre compte de l'exercice de son mandat est un exercice essentiel**, garant des vertus démocratiques auxquelles je suis attachée. **Tel est l'objet de ces quelques pages qui retracent une partie de mon action au Sénat pour la session 2022-24**, deux années particulièrement riches

Au cœur de celles-ci, **les discussions budgétaires qui ont été difficiles**. Le Gouvernement a eu recours à l'article 49.3 de la Constitution à l'Assemblée nationale et a procédé à une coupe budgétaire de 10 milliards d'euros en 2024, sans loi de finances rectificative et donc sans débats, y compris au Sénat. Outre cette absence de considération, le Président de la République a inopportunistement désigné les collectivités territoriales comme responsables de la dérive des comptes publics... **Aux côtés de l'Association des Maires de France, le Sénat a dénoncé ces propos, est et restera toujours mobilisé, aux côtés des collectivités territoriales pour leur donner les moyens de réaliser leurs missions** et aussi pour proposer des mesures d'économie et d'équilibre plus que nécessaires dans les circonstances économiques actuelles.

Connaissant les difficultés rencontrées par les élus locaux et la réalité de leurs territoires, le Sénat a aussi été à l'initiative de travaux pour renforcer leurs compétences et améliorer les conditions d'exercice de leur mandat. Je les ai largement soutenus et encouragés. Parallèlement, j'ai poursuivi **mon action relative à la culture, au patrimoine et à l'éducation ainsi qu'au numérique** au sein de la Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport du Sénat ainsi qu'en tant que Vice-Présidente de la Commission des affaires européennes.

Alors que la dernière session parlementaire s'est achevée dans un climat d'incertitudes suite à la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République, **le Sénat a joué pleinement son rôle en assurant la continuité de la représentation nationale**. L'année à venir s'annonce tout aussi intense au Parlement, avec plusieurs textes concernant directement les collectivités territoriales, mais aussi la difficile question du déficit public de l'État.

Je reste bien entendu à votre disposition et à votre écoute pour échanger sur les travaux passés et à venir, ou encore évoquer pour les défendre nos dossiers régionaux. Pour que la Seine Maritime soit un département où il fait bon vivre, sachez que vous pouvez compter sur mon entier dévouement,



*Très fidèlement à vous,
Catherine Morin-Desailly*

SOMMAIRE

- [p2] Mon activité en quelques chiffres clés
- [p3] Le budget de l'Etat
- [p4] Collectivités territoriales
- [p6] Aménagement du territoire et environnement
- [p7] Education
- [p8] Culture / Patrimoine
- [p10] Numérique
- [p12] Grands dossiers en région
- [p14] Sur le terrain
- [p16] Ressources utiles / Nous contacter



ENTRE SEPTEMBRE 2022 ET AOUT 2024

AU SENAT

216 interventions

128 en Commissions et 88 dans l'hémicycle

32 propositions de loi déposées ou co-signées

2 propositions de loi déposées dont 1 adoptée

30 propositions de loi cosignées

538 amendements déposés ou co-signés

dont 138 adoptés

10 rapports et propositions de résolution rédigés

5 rapports écrits

5 propositions de résolution européenne

25 questions au Gouvernement

7 questions orales

15 questions écrites

EN CIRCONSCRIPTION

108 déplacements dans le Département

30 cantons visités

9 réunions collectives organisées

La Seine-Maritime, une passion commune !

Constituée lors des élections sénatoriales en 2020, dans la continuité la liste **“La force de nos territoires”**, **“La Seine-Maritime, un passion commune”** rassemble les sénateurs de la majorité sénatoriale **Agnès CANAYER** (maintenant Ministre déléguée au Gouvernement, **Pascal MARTIN**, **Patrick CHAUVET** et moi-même.

Nous organisons régulièrement **des réunions thématiques sur le terrain, à destination des élus locaux, en invitant des collègues sénateurs et/ou personnalités expertes à intervenir, telles que :**

- *Septembre 2022* > Réunions à Yerville et à Ecretteville-lès-Baons sur la **Zéro Artificialisation Nette (ZAN)** avec Jean-Baptiste BLANC, sénateur du Vaucluse et rapporteur au Sénat sur la proposition de loi
- *Avril 2023* > Réunion à Offranville sur le thème de l'**Accompagnement d'Elèves en Situation de Handicap (AESH)** et leur prise en charge par l'Etat ou les collectivités territoriales
- *Septembre 2023* > Réunion à Goderville sur la **revalorisation du métier de secrétaire de mairie**, avec Cédric VIAL, sénateur de la Savoie, auteur d'un rapport sur le sujet
- *Mai 2024* > Réunion à Pavilly sur le thème **“Le statut de l'élu”** avec Mathieu DARNAUD, sénateur de l'Ardèche et rapporteur du projet de loi sur le sujet

Pour plus d'informations : <https://www.facebook.com/profile.php?id=100068821376232>



UN PASSAGE EN FORCE DU GOUVERNEMENT ET UNE STIGMATISATION HORS DE PROPOS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Pour les budgets de 2023 et de 2024, l'adoption des lois s'est caractérisée par un **recours répété à l'article 49.3 de la Constitution par le Gouvernement à l'Assemblée nationale** afin de garantir l'adoption de **textes qui ne permettent de répondre ni aux attentes des Français, des collectivités territoriales et des acteurs économiques, ni à la nécessaire réduction de la dette publique.**

Ces deux années budgétaires ont été marquées par la **crise économique, énergétique et sociale** vécue en France ainsi que par les **enjeux liés au réchauffement climatique**. On trouve ainsi, au sein des lois de finances **trois grandes catégories : les mesures énergétiques, économiques et environnementales**. Les **ressources dédiées aux collectivités territoriales** pour faire face à la crise économique, énergétique et environnementale sont, quant à elles, **très en-deçà de ce qu'avait proposé le Sénat**, tant pour 2023 que pour 2024.

En tant qu'élue au Sénat, représentant des collectivités territoriales au sein des institutions de la République, mais aussi **en tant qu'élue locale** au sein du Conseil régional de Normandie, je ne peux que **déplorer certains arbitrages politiques et financiers alors réalisés par le Gouvernement en défaveur de nos collectivités, ainsi que la rhétorique qui les a accompagnés, exprimée pleinement au printemps 2024, selon laquelle ces dernières seraient principalement responsables du déficit de l'Etat**. Je rejoins ainsi les associations des collectivités (Associations des Maires de France, des Intercommunalités de France, des Départements de France et des Régions de France) dans leur dénonciation de ces propos et la mise en avant, au contraire, d'une gestion dans l'ensemble plus vertueuse des finances publiques au niveau local, que celle menée actuellement par le Gouvernement.

Le **Sénat est resté mobilisé, par le biais notamment d'autres textes que les lois de finances**, afin d'avancer des **propositions d'économie et rechercher des marges de manœuvre**, notamment en matière de lutte contre l'évasion fiscale.

Projet de loi de finances pour 2023 : les principaux apports du Sénat sur la deuxième partie

Mardi 6 décembre 2022, le Sénat a adopté la deuxième partie du projet de loi de finances pour 2023

197 voix pour 108 voix contre

Rapporteur général : Jean-François Husson
(Les Républicains, Meurthe-et-Moselle)



Protéger les Français face à la hausse des prix de l'électricité

- > 6 milliards d'euros supplémentaires afin de renforcer les "boucliers gaz et électricité" et de réévaluer le coût prévisionnel des charges de service public de l'énergie
- > Simplification de "l'amortisseur électricité" et sécurisation de la trésorerie des fournisseurs d'énergie



Soutenir les entreprises françaises

- > Réduction des crédits alloués au "leasing social" ainsi qu'au bonus et à la prime à la conversion des véhicules polluants, tant qu'ils contribuent à subventionner des producteurs et industries étrangères
- > Prolongation d'un an du dispositif de prêts participatifs destinés aux entreprises de moins de 50 salariés rencontrant des difficultés de financement



Maîtriser les finances publiques

- > Réalisation d'économies ciblées à hauteur de 3 milliards d'euros sur les missions "Aide publique au développement", "Écologie", "Plan de relance", "Santé" et "Travail et Emploi" pour répondre à l'objectif de maîtrise des comptes publics
- > Réduction de la dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles ainsi que des appels en garantie au titre des prêts garantis par l'État, et suppression du programme 369 "Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19" pour un total de 8 milliards d'euros de sincérisation budgétaire



Favoriser le développement économique des territoires

- > Rétablissement du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC), avec une dotation de 30 millions d'euros
- > Hausse de 20 millions d'euros des crédits alloués aux contrats de redressement outre-mer (COROM), afin d'augmenter le nombre de ses bénéficiaires et de renforcer les montants du soutien accordé aux collectivités ultramarines



Répondre aux enjeux de la transition énergétique et écologique

- > 240 millions d'euros en autorisations d'engagement pour financer l'achat de Canadair
- > 150 millions d'euros en autorisations d'engagement pour la régénération du réseau ferroviaire
- > 80 millions d'euros supplémentaires pour le fonds chaleur de l'Ademe
- > Fixation à 3 000 euros du minimum global d'attribution aux communes de la dotation de soutien pour la protection de la biodiversité



Mieux lutter contre la fraude fiscale

- Traduction de 5 recommandations de la mission d'information relative à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, en particulier :
 - > Incitation à l'établissement d'estimations globales et par impôt de la fraude fiscale, qui seraient retracées dans le document de politique transversale existant
 - > Augmentation du nombre des officiers fiscaux judiciaires (OFJ) au sein du service d'enquêtes judiciaires des finances (SEJF), par redéploiement d'effectifs de la mission "Gestion des finances publiques"
 - > Renforcement des contrôles opérés par les agents de la Douane en matière de détaxe à la TVA, en permettant un accès automatique aux informations de l'administration fiscale



UNE MOBILISATION FORTE DU SÉNAT EN FAVEUR DES ÉLUS LOCAUX

L'engagement des élus locaux est parfois mis à rude épreuve. Afin de favoriser cet engagement, le Sénat s'est attaqué au cours de ces deux dernières années à **plusieurs problématiques susceptibles de décourager les vocations et de fragiliser nos élus dans l'exercice de leurs fonctions.**

RENFORCER LA SÉCURITÉ DES ÉLUS

Les **menaces et agressions d'élus** sont malheureusement un phénomène récurrent depuis plusieurs années. Afin de permettre à l'Etat d'y faire face de manière plus efficace, **le Parlement a adopté à l'unanimité en mars 2024 une loi visant à renforcer la sécurité et la protection des maires et des élus locaux.** Ce texte étend notamment le champ de la protection fonctionnelle des élus, ainsi que la prise en charge des frais médicaux des élus victimes.

Au-delà de la sécurité physique, il s'agit également de répondre à un **besoin fort de sécurité juridique et matérielle** de nos élus locaux. Des travaux sont actuellement en cours au Sénat afin de répondre à ce besoin, par le biais notamment de la définition d'un statut de l'élu local.

Dans cette optique, la **proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local**, que j'ai cosignée, déposée et adoptée au Sénat en 2024, prévoit des mesures importantes pour rendre justice au travail essentiel à notre démocratie réalisé par les élus locaux :

- **Augmentation des indemnités de mandat** des maires, adjoints et conseillers municipaux,
- **Attribution à certaines catégories d'élus d'un trimestre de retraite supplémentaire** par mandat, dans la limite de huit trimestres,
- **Extension du bénéfice de la dotation particulière élus locaux (DPEL)** aux communes de moins de 3500 habitants,
- **Publication d'un "Statut de l'élu local"**.

Le texte a été transmis pour examen en première lecture à l'Assemblée nationale. Je ne manquerai pas de vous tenir informés des suites qui y seront données.



Mes questions au Gouvernement

- Contrat d'engagement républicain des associations et subvention de ces dernières par les collectivités (12/2022)
- Classement des plaintes des élus suites à des dépôts sauvages et absence de poursuites judiciaires (05/2023)
- Remboursement des aides perçues par les collectivités dans le cadre du filet anti-inflation (11/2023)
- Répartition de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau dans le cadre d'une installation de production d'électricité d'origine nucléaire (12/2023)

1. Rencontre le 30 mai 2024 à Pavilly autour de la question du statut de l'élu local, avec mes collègues de la majorité sénatoriale Agnès CANAYER, Pascal MARTIN et Patrick CHAUVET et notre collègue porteur de la proposition de loi Mathieu DARNAUD, Sénateur de l'Ardèche et Vice-Président du Sénat | **2.** Inauguration de la salle des Valembours à Ferrières-en-Bray le 10 septembre 2022 invitée par Marie-France DEVILLERVAL, maire de la commune.



DONNER AUX ÉLUS LES MOYENS D'AGIR

Plusieurs textes issus des travaux du Sénat ont été adoptés ou sont toujours en cours d'examen au Parlement afin de **renforcer les capacités d'actions des élus**, dans **trois domaines**.

En matière de compétences, le Parlement a voté en juin 2023 la **loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie**, texte sur lequel Pascal MARTIN été notre rapporteur et qui prévoit notamment un cadre réglementaire adaptable en continu pour tenir compte de l'extension du risque incendie à l'ensemble du territoire, de nouveaux outils de régulation et des aides fiscales. Le Sénat a par ailleurs adopté en octobre 2023 une proposition de loi visant à **renforcer le rôle des maires dans l'attribution des logements sociaux**, qui devrait être examinée à l'Assemblée nationale lors de la prochaine session parlementaire.

Concernant les moyens humains mis à disposition des élus, le Parlement a adopté en décembre 2023 une **loi visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie**, afin de rendre ce métier indispensable à la vie de la commune plus attractif. Nous avons, avec mes collègues de la liste Passion Commune, organisées plusieurs réunions sur le sujet avec les élus dans le département. En juin 2024, la Délégation aux collectivités territoriales du Sénat a d'autre part publié un **rapport d'information sur les collaborateurs de cabinet** dans lequel sont formulées des recommandations pour clarifier et sécuriser leurs rôles et missions.

Enfin, concernant la désignation et les règles de fonctionnement des Conseils municipaux, deux propositions de loi, que j'ai cosignées, ont été déposées au Sénat en juin 2024 afin de limiter les situations de blocage :

- Une proposition de loi visant à **permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet**,
- Une proposition de loi visant à **réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes**.

Lois et propositions de loi relatives aux collectivités locales dont je suis cosignataire

Session 2022-2023

- Loi visant la prise en charge par l'Etat de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne
- Loi renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux
- Proposition de loi visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes
- Proposition de loi de pérennisation et de réforme des zones de revitalisation rurale
- Proposition de loi visant à rendre le zonage de revitalisation rurale plus juste et mieux ciblé
- Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités territoriales
- Proposition de loi visant à adapter la défense extérieure contre l'incendie à la réalité des territoires ruraux
- Proposition de loi visant à rétablir la liberté locale en matière de transfert des compétences eau et assainissement des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération

Session 2023-2024

- Proposition de loi visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet
- Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local
- Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un aux personnes qui y sont nées
- Proposition de loi visant à concilier la continuité du service public du droit de grève
- Proposition de loi visant à expérimenter le transfert de la scolaire » aux départements volontaires



1. Rencontre avec les élus de l'Agglomération Fécamp Caux Littoral, avec mes collègues de la majorité sénatoriale Agnès CANAYER, Pascal MARTIN et Patrick CHAUVET, le 21 juin 2024 à Fécamp.



LES TERRITOIRES, ACTEURS INCONTOURNABLES POUR RÉPONDRE AUX DÉFIS LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Parlement a durant les deux dernières sessions parlementaires adopté des **textes** ayant pour objet principal soit **l'aménagement du territoire, avec un volet riche en matière d'environnement**, soit **des mesures pour répondre aux défis du changement climatique, avec un impact fort sur l'aménagement du territoire** :

- La loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la **production d'énergies renouvelables** (ENR), donc mon collègue Patrick CHAUVET était rapporteur ;
- La loi "**Zéro artificialisation nette**" (ZAN) du 20 juillet 2023, visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux ;
- La loi du 23 octobre 2023 relative à **l'industrie verte** ;
- La loi du 27 décembre 2023 relative aux **services express régionaux métropolitains** (SERM) ;
- La loi du 5 avril 2024 visant à favoriser le réemploi des véhicules, au service des **mobilités durables et solidaires sur les territoires**.

Sans remettre en cause les objectifs de préservation de la biodiversité et de lutte contre le changement climatique, **le Sénat a veillé, pour chacun de ces textes, à ce que le rôle des collectivités et des élus locaux soit préservé, voire renforcé**. Pour la loi ZAN, les décrets d'application du texte d'origine ne l'avaient pas permis et la loi a dû être reprise. Si le texte a été améliorée sur certains points, la loi reste compliquée à appliquer et déconnectée des réalités territoriales.

Avec la Commission Culture du Sénat, je me suis mobilisée afin que **notre patrimoine historique et naturel soit protégé dans le cadre de ces projets**. Ainsi, lors du vote de la loi ENR, la Commission de la culture s'est mobilisée contre le Gouvernement qui souhaitait un allègement des possibilités pour les Architectes des Bâtiments de France de s'opposer à l'implantation de projets à moins de 500 mètres de bâtiments protégés. Ces sujets sont d'une **importance accrue en Seine-Maritime**, département dans lequel le développement des ENR est particulièrement dense. Je tiens donc à échanger régulièrement **avec les élus du territoire sur ces sujets pour nourrir de ces retours de terrain mon activité au Sénat**.



1. En soutien à nos entreprises et aux élus qui les aident, inauguration à Sasseville de l'hôtel d'entreprises de la Communauté de Communes Côte d'Albâtre le 23 septembre 2022, invitée par son Président Jérôme LHEUREUX | **2.** Aux côtés des élus locaux à l'Assemblée annuelle des maires de Seine-Maritime à Rouen le 10 décembre 2022 | **3.** Inauguration de la nouvelle usine de traitement d'eau potable du Syndicat intercommunal d'eau à Montérolier le 9 septembre 2023, à l'invitation de son Président Georges MOLMY | **4.** Inauguration d'un abri à vélo sécurisé en gare et cérémonies des vœux à Morgny la Pommeraye invitée par son maire Pascal SAGOT, le 14 janvier 2023



UN ENGAGEMENT CONSTANT EN FAVEUR DES ÉCOLES ET DE L'ENSEIGNEMENT



La **qualité et la pérennité de l'enseignement dans nos écoles** sont au **cœur de mon action**, en circonscription comme au Sénat, en particulier lors de l'examen du budget de l'Etat. Je suis par ailleurs **membre du Comité départemental de l'Education Nationale ainsi que du Comité national d'éthique pour les données d'éducation** qui se réunissent à une fréquence régulière tout au long de l'année.

Au sein de ces différentes instances, je continue à plaider notamment pour une **gestion facilitée des rentrées scolaires par une planification triennale**, afin de faciliter le travail des maires et d'éviter qu'ils ne se retrouvent chaque année pris au dépourvu par les arbitrages de l'Etat.



Pour évaluer concrètement les sujets, **j'assiste le plus possible aux événements liés à la vie des écoles** : rentrées scolaires, visites de chantier, inaugurations... **Je reçois également régulièrement à ma permanence des parents** sur des questions liées à l'éducation. **J'organise des visites de groupes scolaires au Sénat et je vais à la rencontre des jeunes dans les établissements scolaires.**

En parallèle, **j'interpelle régulièrement le Gouvernement, soit par le biais de ses représentants dans le Département, soit en m'adressant directement au Ministre**, sur les enjeux forts voire problématiques en matière d'éducation.



Enfin, **plusieurs textes, aux discussions desquelles j'ai participé, ont été examinés au Sénat** ces deux dernières années :

- Une **proposition de loi visant à lutter contre la précarité de la profession d'AESH**, dont je suis cosignataire ;
- Une proposition de loi visant à **redynamiser la culture citoyenne** ;
- Une proposition de loi visant à assurer **les travaux de rénovation et de performance énergétique de l'ensemble des bâtiments scolaires.**

Mes questions au Gouvernement en matière d'éducation

- Financement de la mise à disposition de l'accompagnant d'élève en situation de handicap sur le temps méridien dans une école privée (01/2023)
- Calendrier des écrits d'enseignement de spécialité du baccalauréat (02/2023)
- Situation des enseignants du secondaire affectés au supérieur (10/2023)
- Interpellation par courrier de la Ministre de la Culture sur les conséquences de la loi Ecole de la confiance sur la mise en œuvre des dispositifs d'éducation à l'image (02/2024)
- Bilan de la formation au numérique des formateurs, instaurée par la loi pour école de la confiance (05/2024)

1. Rentrée scolaire à l'école Eugène ANNE de Forges-les-Eaux, à l'invitation de Madame le maire Christine LESUEUR et de Madame la maire déléguée du Fossé Pascale DUPUIS le 4 septembre 2023 | **2.** Visite du Sénat par les jeunes conseillers municipaux de Saint-Pierre-de-Manneville avec leur maire Nicolas AMICE et ses collègues en avril 2022 | **3.** Rencontre avec les élèves du collège BARBEY D'AUREVILLY à Rouen le 14 juin 2024

VALORISER LES SAVOIR-FAIRE DE NOS TERRITOIRES ET LEUR RICHESSE PATRIMONIALE

Durant ces deux dernières années, mes **travaux en matière de culture et de patrimoine ont été denses**, à la fois dans le cadre de la Commission dédiée du Sénat et dans celui de la Commission des affaires européennes.

J'ai ainsi été l'auteure d'un rapport sur la **question de la liberté des médias** qui fait aujourd'hui l'objet d'une nouvelle réglementation au niveau européen ainsi que de **plusieurs rapports sur l'Europe de la Culture et du Patrimoine**. J'y ai revendiqué que l'Europe exerce elle aussi sa compétence en faveur du patrimoine et que cela se traduise par des lignes budgétaires dédiées. **La richesse de notre patrimoine à l'échelle européenne justifie qu'elle se saisisse du sujet, en exercice conjoint avec les Etats**, ses Traités fondateurs ne s'y opposant pas. Pour faire face au coût de protection et de restauration dans le domaine, il est nécessaire que tous les échelons, y compris européen, se mobilisent. Ce sont ces conclusions que je suis allée présenter à Bruxelles à la Commissaire européenne à la Culture en février 2023.

Sur ce dernier point, j'ai également eu le plaisir de parrainer **au Sénat un colloque sur l'avenir des Eglises et leurs nouveaux usages**, organisé par l'Institut Pèlerin du Patrimoine. Ce fut un événement riche en réflexions partagées par des juristes, des historiens, des acteurs associatifs et des directeurs de fondations, sur ces monuments marquants de nos territoires urbains et ruraux, dont la préservation peut parfois sous condition s'allier à de nouveaux usages au service du bien commun.

Au plus près des acteurs-clés et des territoires, je suis impliquée dans **plusieurs organisations dédiées à la défense de la culture et du patrimoine** : Fondation du Patrimoine, Association Sites & Cités remarquables, Commission nationale française pour l'UNESCO, Association Française des Orchestres (AFO) dont je suis la Présidente.

Je participe tout au long de l'année aux **instances de gouvernance et aux réunions stratégiques**, ainsi qu'aux **événements organisés sur l'ensemble du territoire**. Au sein de ces institutions, je suis attentive aux dossiers relatifs à la Seine-Maritime et à la région Normandie.



1

A ce titre, **je suis intervenue lors du Congrès national de l'Association Sites et Cités remarquables de France**, organisé en juin dernier à Angers, sur la thématique « **Vers une nouvelle attractivité des centres anciens** ». Si les centres anciens ont longtemps été délaissés en raison de nouveaux modes de vie et de circulation, de nombreux programmes ont été mis en place cette dernière décennie afin d'**accompagner les collectivités dans la revitalisation et la reconquête de leur cœur de ville**. J'ai ainsi pu témoigner de la continuité et du volontarisme du travail effectué au Sénat, ainsi qu'à la Région Normandie, deuxième région de France à avoir adhéré au réseau.

En matière de culture et de patrimoine, je suis intervenue ces deux dernières années sur une **variété d'autres sujets**. J'ai en particulier été à l'initiative d'**une loi-cadre en matière de restitution des restes humains**, cosignée et déposée avec mes collègues Max BRISSON (LR) et Pierre OUZOULIAS (CRCE-K). Cette loi fait suite à d'autres travaux réalisés sur le sujet, dont je suis spécialiste, au cours de ces quinze dernières années.



2

1. Conférence de presse de lancement de la semaine internationale du son 2024 à l'Unesco le 23 novembre 2023
/ 2. Intervention lors du Congrès national 2024 de l'Association Sites & Cités remarquables, dans le cadre de la plénière "Vers une nouvelle attractivité des centres anciens ?" le 13 juin 2024

CULTIVER LA MÉMOIRE ET SA TRANSMISSION

*La paix, un inlassable combat.
Se souvenir, une impérieuse nécessité.*

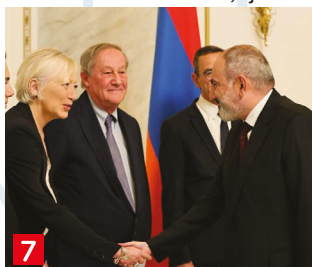
Chaque année, je tiens à participer le plus possible aux cérémonies commémoratives qui rythment notre calendrier républicain. Il faut **rendre hommage aux personnes qui ont sacrifié leur vie pour défendre notre pays et ses valeurs, entretenir et transmettre notre mémoire collective, se souvenir des sacrifices faits pour les valeurs de la République et pour installer une paix durable dans notre pays.**

L'année 2024 aura été une année particulière en Normandie, en France et en Europe, avec le **80^{ème} anniversaire des Débarquements** et de la Bataille de Normandie. Nous avons été de nombreux élus à pouvoir assister à la **cérémonie internationale organisée à Omaha Beach** le 6 juin dernier, en présence des derniers vétérans de la Seconde guerre mondiale, mais aussi aux **nombreuses commémorations organisées partout en Normandie, notamment en Seine-Maritime**. Ici se rappelle à nous l'importance de la **transmission de l'Histoire aux générations suivantes, grâce aux témoins survivants des événements mais aussi par la valorisation de notre patrimoine mémoriel.**

Siégeant au **Comité national du Patrimoine Mondial français de l'UNESCO**, je suis particulièrement pour la Région Normandie l'inscription des **"Plages du Débarquement, Normandie 1944"** à l'UNESCO, dont la présentation et le formulaire de soutien sont disponibles à l'adresse suivante : liberte-normandie.com.

La paix et l'amitié entre les peuples se cultivent. Elles font, avec la lutte contre les oppressions, l'objet d'un **engagement fort et d'une diplomatie au niveau parlementaire.**

Vice-Présidente du groupe Chrétiens d'Orient au Sénat, j'ai réalisé en Avril 2023 un **déplacement sur le thème des minorités en Arménie, au Liban et en Egypte**. Vice-Présidente du groupe parlementaire d'amitié France-Canada, motivée par les liens historiques particuliers qui lient le Canada à la Seine-Maritime, j'ai eu le plaisir d'**accueillir au Sénat et en Normandie une délégation canadienne** afin de travailler notamment sur la question des énergies renouvelables et des défis liés au changement climatique. Qui affectent nos côtes de Seine Maritime.



1. Cérémonie en mémoire des martyrs et des héros de la déportation le 30 avril 2023 à Rouen | 2. Cérémonies du 11 novembre 2023 au Cimetière Saint-Sever au Petit-Quevilly | 3. Cérémonies du 8 mai 2024 à Rouen | 4. Avec Gérard LARCHER, Président du Sénat, lors des Commémorations du 80ème anniversaire du Débarquement à Omaha Beach le 6 juin 2024 | 5. Cérémonies du 84^{ème} anniversaire de la bataille de la poche de Saint-Valery-en-Caux de juin le 15 juin 2024 | 6. Cérémonies du 14 juillet 2024 à Duclair | 7. Rencontre avec le Premier Ministre arménien Nicol PACHINIAN avec le groupe Chrétien d'Orient en avril 2023 | 8. Accueil de la délégation canadienne à Etretat en avril 2023 par le maire André BAILLARD | 9. Cérémonies de la libération à Saint Romain de Colbosc le 31 août 2024



SÉCURISER LES USAGES DU NUMÉRIQUE

Ces deux dernières années, en ma qualité de **référente sur le numérique au sein de la Commission des affaires européennes et de la Commission de la culture, de l'éducation, la communication et du sport du Sénat**, j'ai travaillé sur de nombreux textes relatifs au numérique. **Mon action a toujours été guidée par ma conviction que le numérique, source de progrès considérables, doit aussi être encadré afin de garder en main notre destin.** Il convient en effet d'éviter toute dépendance française et européenne aux entreprises étrangères et de protéger les citoyens et les collectivités des risques que peut engendrer l'Internet.

Au niveau européen, six textes nous ont particulièrement mobilisés :

- Un texte d'**encadrement de l'accès aux données et de leur utilisation afin d'établir des règles harmonisées au sein des pays membres de l'Union européenne** ;
- Un règlement sur l'**encadrement du déploiement de l'intelligence artificielle (IA), dans le cadre d'une triple réglementation sur le numérique** ;
- Un texte sur la **prévention des atteintes et abus sexuels en ligne sur les enfants** ;
- Un **projet de règlement sur la cybersécurité**, sur lequel j'ai été à l'initiative d'un rapport et d'une proposition de résolution ;
- Le **règlement sur les marchés numériques** (Digital Markets Act) ;
- Le **règlement sur les services numériques** (Digital Services Act).

Au niveau national, le Parlement a adopté un **projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique** en mai 2024, pour lequel j'ai présidé la Commission spéciale du Sénat. **En plus du projet initial de simple adaptation du droit européen en droit français**, ce texte prévoit notamment :

- **D'imposer aux plateformes proposant des vidéos pornographiques de mettre en place des systèmes de vérification d'âge** pour empêcher l'accès des mineurs à leurs contenus, et
- **De renforcer la formation des élèves au numérique et à ses enjeux.**

Avec mes collègues Loïc HERVE (UC) et Patrick CHAIZE (LR), rapporteurs de cette commission spéciale, nous avons tenu à **introduire deux articles relatifs à la souveraineté numérique et la protection de nos données, notamment dans le domaine de la santé.** J'ai en parallèle adressé plusieurs courriers au Premier Ministre sur le sujet. Nous avons également au Sénat ajouté à ce texte un "délit d'outrage public en ligne", intégré au texte final voté par le Parlement mais cet amendement a malheureusement été censuré par le Conseil Constitutionnel.

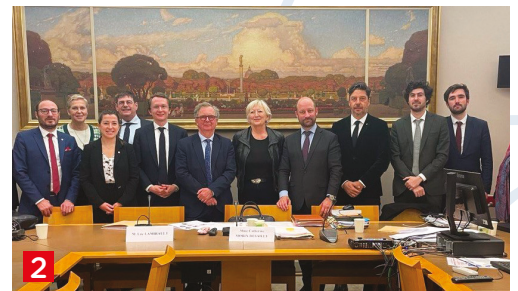
Mes questions au Gouvernement en matière de numérique

- Lancement par la société Amazon du nouveau service « l'AWS European Sovereign Cloud » (11/2023)
- Comité intergouvernemental sur l'intelligence artificielle et risque de conflit d'intérêts d'un ancien ministre actionnaire d'une société relevant du secteur (12/2023)

Nomination à la CNIL



Nommée en mars 2024 par le Président du Sénat à la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), je suis **chargée des dossiers relatifs aux collectivités territoriales et à l'enseignement supérieur.**



1. Invitée dans l'émission "Un monde en doc" sur Public Sénat le 17 février 2024, pour échanger sur la thématique "Les réseaux sociaux menacent-ils nos démocraties ?" | **2.** Avec les membres de la Commission mixte parlementaire que j'ai présidée sur le projet de loi SREN | **3.** Intervention en séance publique le 5 juillet 2023 sur le projet de loi visant à Sécuriser et réguler l'espace numérique



RENFORCER NOTRE POLITIQUE EN MATIÈRE DE CYBERSÉCURITÉ



Depuis des années, je me bats pour **affermir la position de la France et de l'Europe en matière de cybersécurité**. Tant dans le cadre de la Commission des affaires européennes que dans l'hémicycle, ces **deux dernières années ont donné lieu à des travaux soutenus dans le domaine**.



J'ai ainsi déposé une **proposition de résolution européenne** sur le projet de règlement européen sur la cybersécurité. J'ai également été à **l'initiative d'un rapport et d'une deuxième proposition de résolution européenne** sur le sujet. J'ai également intégré la **promotion 2022-2023 "Souveraineté numérique et cybersécurité"** de l'**Institut des Hautes Etudes en Défense Nationale (IHEDN)**. J'ai pu **échanger avec de nombreux acteurs-clés du secteur** tout au long de ces deux années parlementaires, à l'occasion à la fois de mes travaux au Sénat et de ma participation à plusieurs évènements internationaux sur le sujet.



Dans l'hémicycle, la **question a été débattue sous l'angle des ingérences étrangères**. Ces ingérences protéiformes intègrent en effet largement la sphère du Numérique. J'ai ainsi eu l'occasion dans mon intervention du 22 mai 2024 de rappeler les **enjeux majeurs associés à la question de la gouvernance et de la régulation d'Internet**. Ces débats ont donné lieu à l'adoption et à la promulgation le 24 juillet dernier d'une loi, pour laquelle ma collègue Agnès CANAYER était rapporteure. Ces travaux se sont poursuivis au Sénat au sein de la **Commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'ingérences étrangères**, dont j'étais membre, qui a mobilisé des sénateurs de l'ensemble des groupes politiques et dont j'étais membre.



Enfin, **désignée en juin dernier comme membre de la future Commission spéciale chargée d'étudier le projet de loi relatif à la résilience et la cybersécurité**, j'aurai notamment à **cœur de m'assurer que les collectivités territoriales disposent des moyens suffisants pour répondre aux nouvelles obligations** qui découleront de la réglementation européenne. Ce projet de loi qui transpose la directive européenne NIS 2 en droit français doit être examiné lors de la prochaine session parlementaire au Sénat.

Articles dans la presse sur la question du numérique

"L'avenir de nos données de santé, un enjeu de souveraineté numérique majeur" | La Revue du Trombinoscope | Novembre 2022

"Le cloud de confiance ne garantit en rien la sécurité juridique des entreprises" | Option Finance | Octobre 2022

"Cybersécurité : La réponse ne peut être qu'europpéenne" | Régions Magazine | Mars 2024



1. Visite du Centre Canadien pour la Cybersécurité Nationale et du groupe de travail sur la Cybercriminalité NC3 de la Gendarmerie Royale du Canada et rencontre avec le général Wayne EYRE, chef d'état-major de l'armée canadienne le 23 mai 2023 | 2. Participation le 19 septembre 2023 à l'université d'été d'Hexatruster, réseau européen des entreprises de la cybersécurité, avec notamment le général WATIN AUGOUARD, fondateur du Forum International de la Cybersécurité | 3. Intervention dans le cadre du Forum International de la Cybersécurité (FIC) à Paris le 23 novembre 2023 | 4. Intervention au Tech For Future le 28 mars 2024 à Paris



En tant que sénatrice mais aussi au titre de mon mandat de conseillère régionale, je suis **mobilisée tout au long de l'année sur les thématiques clés pour notre région et leur déclinaison dans le Département.**

Agriculture

Acteurs majeurs du tissu économique normand, les agriculteurs jouent un **rôle important au regard tant de la vitalité de nos territoires que de notre souveraineté alimentaire.** Eu égard aux contraintes fortes de leur métier et de leur contribution à la transition énergétique, il est **essentiel de leur apporter un fort soutien politique.**



Au-delà des visites de terrain, le Salon international de l'Agriculture est un temps fort chaque année où nous pouvons échanger aux côtés de notre président de région Hervé MORIN et notre président de département Bertrand BELLANGER avec les représentants des professions, parmi lesquels Sébastien WINDSOR, Président de l'instance nationale des Chambres d'agriculture, et Laurence SELOS, Présidente de la Chambre d'agriculture dans notre département. Comme mes collègues, je participe aux réunions qu'ils organisent pour nous sensibiliser à leurs problématiques, tout comme je me suis mobilisée pour porter leurs demandes au Gouvernement devant la Préfecture le 5 février 2024.

Transition énergétique

Installations nucléaires, industrie pétrolière, développement précurseur de l'usage des nouvelles pratiques énergétiques telles que l'hydrogène vert, la biomasse ou l'éolien, la **région normande fait figure de "championne" du mix énergétique.** Cette politique volontariste portée à tous les échelons politiques et administratifs nécessite de la part de nous autres, élus locaux, engagement et détermination **face aux exigences** du secteur.



C'est avec le souci de voir adopter une **législation adaptée et proportionnée aux réalités du terrain** que **j'ai participé aux discussions au Sénat sur la loi sur les énergies renouvelables.** J'ai par ailleurs saisi le Gouvernement d'une **question relative à la répartition de l'imposition forfaitaire** sur les entreprises liées aux installations nucléaires. En lien avec les acteurs clés sur le terrain, j'ai également eu l'occasion de **visiter en juillet 2023 le nouvel EPR de Flamanville.**

Je reste également vigilante à la situation des industries traditionnelles du secteur. A ce titre, j'ai en juillet dernier **adressé au Premier Ministre un courrier au sujet de la fermeture du site ExxonMobil à Port-Jérôme-sur-Seine** et de ses conséquences pour l'emploi des salariés et l'économie du territoire.

Littoral

Membre du Conseil de Rivages Normandie qui vise à la restauration et à la protection de notre littoral, j'ai eu le plaisir de visiter en septembre 2022 le projet d'adaptation du site de la Basse vallée de l'Hyères, en compagnie de Hubert de JEAN DE LA BATIE, président du Conseil de Rivages en Normandie. La question du **recul du trait de côte** constitue un défi pour notre région. Dans mon **rapport fait au nom de la Commission des affaires européennes au Sénat sur le patrimoine,** adopté en mars 2022, j'ai à ce sujet inscrit **la nécessité, pour soutenir les élus qui ont à se battre, d'inscrire des politiques et des crédits dédiés aux catastrophes naturelles et aux phénomènes dus au changement climatique.** La programmation et la mise en œuvre des travaux à réaliser sont extrêmement complexes et onéreuses pour nous élus locaux. L'Europe doit donc venir en soutien.



1. Rencontre avec les agriculteurs au Salon international de l'Agriculture le 26 février 2023, avec Hervé MORIN, président du Conseil régional | 2. Visite de l'EPR de Flamanville le 24 juillet 2023 avec mes collègues de l'IHEDN | 3. Déplacement à Criel-sur-Mer le 8 septembre 2022 avec le Conseil de Rivages et son Président Hubert DEJEAN DE LA BATIE, sur le site de la Basse vallée de l'Hyères, avec Alain TROUÉSSIN, maire de la ville, et Alain BAZILLE, président du syndicat mixte du littoral de Seine Maritime



Mobilité / Transports

Les enjeux en matière de mobilité et de transports sont nombreux en Normandie : entretien et aménagement du réseau routier, développement des infrastructures ferroviaires, diversification des modes de transport avec un soutien aux mobilités durables... **Dans notre département**, deux dossiers majeurs nous occupent depuis de nombreuses années : le **Contournement Est de l'agglomération rouennaise** et la **Ligne Nouvelle Paris-Normandie**.

Afin de défendre au mieux les intérêts de notre territoire, afin de faire avancer ces dossiers dont nous avons continué à débattre avec les élus locaux, j'ai, avec mes collègues sénateurs Patrick CHAUVET, Pascal MARTIN et Agnès CANAYER, **interpellé régulièrement les Ministres en charge des transports successifs sur ces sujets**.

Gestion des risques



A l'origine de la Commission d'enquête au Sénat sur la catastrophe de Lubrizol il y a 5 ans (question d'actualité au Gouvernement du 3 Octobre 2019), membre du Comité de transparence et de dialogue de la Préfecture, je demeure vigilante et intervins auprès des autorités chaque fois que cela est nécessaire. Ainsi, en soutien à l'Union des Victimes de Lubrizol, **j'ai interrogé en octobre 2023 le Préfet de la Seine-Maritime** sur la question du suivi de la qualité des eaux suite à la catastrophe.

De manière plus générale, avec mes collègues de la liste Passion Commune, nous nous sommes **fortement impliqués en faveur d'une évolution de la réglementation en matière de gestion des risques**, dans le cadre notamment de la loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie, dont Pascal MARTIN était rapporteur. Régulièrement d'ailleurs, nous rendons hommage à nos sapeurs-pompiers à l'occasion de différentes cérémonies, ces hommes et ces femmes engagés pour la sécurité de nos territoires. Je tiens à y être présente, comme cette année à Yvetot lors de Cérémonie protocolaire de la Journée Nationale des Sapeurs-pompiers.

Enseignement supérieur



L'attractivité de notre territoire dépend de notre capacité à retenir les jeunes. Pour ce faire, il faut que l'offre de formation y soit satisfaisante. Ancienne Présidente de la Commission Culture et Education du Sénat, **j'ai justement toujours porté une grande attention à l'offre en matière d'enseignement supérieur et soutenu les nombreux projets régionaux de ces dernières années, notamment ceux dans notre département** : école vétérinaire à Mont-Saint-Aignan, département d'odontologie de l'UFR Santé de l'Université de Rouen Normandie, campus rouennais de l'Institut Catholique de Paris...

Culture et Patrimoine

Le devenir du patrimoine bâti et paysager dans notre département fait l'objet de ma part d'une attention de tous les instants, tant au Conseil régional qu'au Sénat. **Aussi, je n'ai cessé de plaider pour le développement de projets tels que l'installation de parcs éoliens** ne se fasse pas de manière anarchique mais **dans un cadre harmonieux et respectueux**. Ainsi, si je soutiens un **développement maîtrisé des projets éoliens offshore**, je n'ai cessé de me battre pour que ces projets ne soient pas menés au **détriment de notre patrimoine**. Au sein de la Commissions régionale du patrimoine et de l'architecture (CRPA), **j'accompagne chaque fois que cela est nécessaire les demandes de classement** de bâtiment ou de sites à cette fin.

1. Rencontre avec les élus de la Communauté de Communes à Quincampoix le 29 septembre 2023, avec mes collègues de la majorité sénatoriale | 2. Cérémonie protocolaire de la Journée Nationale des Sapeurs-pompiers à Yvetot le 15 juin 2024 | 3. Inauguration de l'école vétérinaire UniLaSalle de Mont-Saint-Aignan le 16 février 2024, avec Herve MORIN, Président de Région, et Marc FESNEAU, Ministre de l'Agriculture

SUR LE TERRAIN : 108 DÉPLACEMENTS DANS LE DÉPARTEMENT DONT ...

LE HAVRE



Vœux 2023



Rencontre avec la Ministre de la Culture lors de la manifestation "Un été au Havre"



Visite de la Première Ministre



Vernissage de l'exposition "Photographier en Normandie"

SAINTE-ADRESSE



110^{ème} anniversaire de l'accueil du Gouvernement belge

GRUCHET-LE-VALASSE



Vœux communautaires 2023

OCQUEVILLE



Rencontre avec l'Association de protection de la Côte d'Albâtre

CLEUVILLE



Remise du diplôme de Maire Honoraire à Mr Yvon PESQUET

BOSVILLE



Vœux communautaires 2023

SAINT-PIERRE-LE-VIGER



Festival du Lin et de la Fibre artistique

SAINT-CLAIR-SUR-LES-MONTS



Remise de la médaille d'honneur à Mario DEMAZIERES

AMBRUMESNIL



Inauguration du stade

SAINT-AUBIN-SUR-SCIE



Vœux 2023

ETAIMPUIS



Rencontre avec le maire

HEUGLEVILLE-SUR-SCIE



Rencontre avec la maire

AUFFAY-VAL-DE-SCIE



Inauguration des travaux de la collégiale

SAINT-HONORE



Inauguration de la salle des fêtes

BIVILLE-LA-BAIGNARDE



Vœux 2024

PAVILLY



Inauguration de la «tombe de regroupement» des soldats de 1914-1918

BARDOUVILLE



Inauguration de la mairie

HOUPEVILLE



Vœux 2023

ST-PIERRE-DE-MANNEVILLE



Vœux 2023

SAINT-WANDRILLE-RANCON



Fête de la Saint-Wandrille à l'Abbaye

VAL-DE-LA-HAYE



Cérémonies du 11 novembre

LE GRAND-QUEVILLY



79e anniversaire de la Libération

SOTTEVILLE-LES-ROUEN



Inauguration Collection d'Art au CH du Rouvray

BAILLEUL-NEUVILLE



40 ans du Granier de la Mothe

LES-GRANDES-VENTES



Inauguration du Centre d'incendie et de secours

NEUFCHATEL-EN-BRAY



Vœux 2024

FORGES-LES-EAUX



Vœux 2024

RY



Inauguration du parcours patrimonial

HODENG-HODENGER



Bicentenaire de la commune

SIGY-EN-BRAY



Vœux 2023

GOURNAY-EN-BRAY



Vœux 2024

QUEVREVILLE-LA-POTERIE



Vœux 2024

ST-AUBIN-CELLOVILLE



Inauguration du City Stade

FONTAINE-LE-BOURG



Inauguration des écoles maternelles et élémentaires

SAINT-AUBIN-SUR-SCIE



Inauguration du parcours Histoire & Patrimoine

DEVILLE-LES-ROUEN



Inauguration de la piscine Christine Caron

MONT-SAINT-AIGNAN



Inauguration du nouveau Centre aquatique

ROUEN



Fêtes Jeanne d'Arc 2023



Inauguration de l'Armada 2023



Rassemblement contre l'antisémitisme

HOMMAGE A CHARLES REVET

Disparu en 2021, Charles REVET aura été une personnalité politique marquante pour notre département et le Sénat.

Fervent défenseur des communes rurales, du développement de nos ports, il fut membre de notre commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Elue en 2004 au Sénat, j'ai été heureuse de faire un bon bout de chemin au sein de notre Haute assemblée avec cet homme bienveillant, animé de convictions fortes mises au service de nos concitoyens



Inauguration de la promenade Charles REVET à Turretot le 6 avril 2024, à l'invitation du maire Thérèse BARIL, en présence de Mme REVET et de sa famille

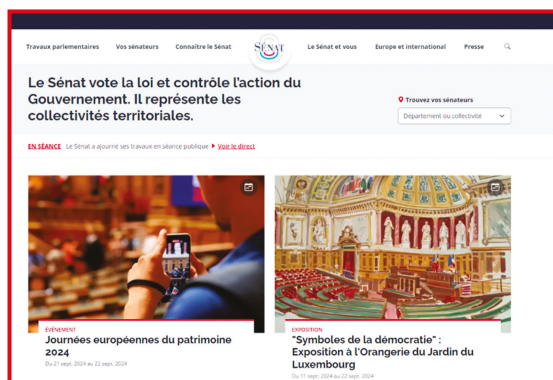


LE SÉNAT CONSULTE LES ÉLUS



Le Sénat a mis en place une plateforme pour consulter les élus locaux sur les textes de loi à venir.

N'hésitez pas à vous inscrire et à participer aux différents débats.



Retrouvez toute l'actualité du Sénat sur le site internet

► www.senat.fr

- Les Questions d'Actualités au Gouvernement (tous les mercredis de 15h à 16h30)
- Les auditions
- Les débats en commission et en séance
- Les rapports
- Les projets et propositions de loi et leurs dossiers législatifs dédiés
- Les résolutions

f @senat.fr /  @senat.fr

UNE ÉQUIPE TOUJOURS À VOTRE SERVICE

En Seine-Maritime

Collaboratrices :
Anne-Sophie DESCHAMPS
Claire FRANÇOIS

Permanence parlementaire
8 bis, rue Alsace Lorraine
76000 Rouen

Tél. : 02 35 15 38 30
catherine.morindesailly@wanadoo.fr

Dossiers régionaux
catherine.morin-desailly@normandie.fr

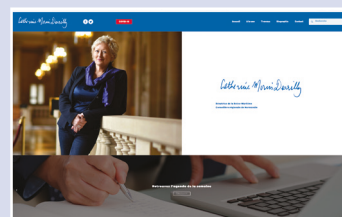
**Un rendez-vous, une visite sur place, je reste à votre disposition.
N'hésitez pas à contacter mon équipe pour
organiser votre venue au Sénat.**

Au Sénat

Collaboratrice :
Léa DIVO

15, rue de Vaugirard
75 291 PARIS CEDEX 06

Tél. : 01 42 34 29 95
c.morin-desailly@senat.fr



Suivre mes travaux et mon actualité

www.catherine-morin-desailly.fr

f @CatherineMorinDesailly

  @C_MorinDesailly

 @cmorindesailly

Inscrivez-vous à la lettre électronique :
catherine.morindesailly@wanadoo.fr